



Communiqué de presse AG/DSI/325

Première Commission
9e séance – après-midi

NON SIGNATAIRES DU TRAITE SUR LA NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES L'INDE ET ISRAEL DETAILLENT LEURS PRIORITES NATIONALES

La Commission du désarmement et de la sécurité internationale (Première Commission) a poursuivi aujourd'hui son débat général. L'Inde et Israël, les seuls Etats avec le Pakistan à n'avoir pas ratifié le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ont tracé cet après-midi les grandes lignes de leur politique nationale en matière de contrôle des armements, détaillant plus particulièrement leurs priorités dans le contexte régional. Un certain nombre d'Etat arabes sont également intervenus, émettant de nombreuses critiques envers Israël.

Le représentant de l'Inde a expliqué que la politique de dissuasion nucléaire de son pays reposait sur les principes de la retenue et du non-recours à l'arme nucléaire en premier. L'Inde s'est également engagée à ne pas faire usage de l'arme nucléaire contre des Etats qui n'en sont pas dotés, sauf en cas d'une attaque aux armes de destruction massive. La baisse progressive des niveaux d'armement dans le monde, le contrôle des armements et la non-prolifération ont été perçus par le représentant de l'Inde comme de nature à favoriser un niveau de sécurité non diminué pour tous. Refuser en revanche l'accès des Etats responsables aux dernières technologies ne fait qu'encourager la prolifération, a-t-il estimé.

Le représentant d'Israël de son côté a conditionné la paix au Moyen-Orient à la reconnaissance d'Israël par les Etats de la région, regrettant que les pays voisins n'aient jamais caché leur ambition de se doter d'armes de destruction massive. Dans ce cas de figure, a-t-il précisé, les options de transparence et de désarmement unilatéraux ne peuvent mener à la paix et la sécurité. De plus, la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi que la violation par certains Etats de leurs obligations internationales ont été largement reconnus par les gouvernements.

Les Etats arabes, ayant également pris la parole, ont condamné la politique d'Israël qui, ont-ils dit, est le seul Etat de la région à n'avoir pas ratifié le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ils ont demandé à Israël qui, selon eux, disposerait de l'arme nucléaire, de placer ses installations sous le régime de contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Les représentants des pays suivants ont pris la parole: Inde, Israël, Tunisie, République arabe syrienne, Koweït, Arabie saoudite, Arménie, Colombie, Malawi, Guinée, Yémen, République dominicaine, République démocratique populaire lao, Géorgie et République du Congo. Le représentant de la République populaire démocratique de Corée a exercé son droit de réponse.

La Commission poursuivra son débat général demain jeudi 16 octobre à 15 heures.

DEBAT GENERAL SUR TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET LA SECURITE INTERNATIONALE

M. SHEEL KANT SHARMA (Inde) a expliqué que dans le contexte de l'après-guerre froide marqué par le monopole des puissances militaires, l'Inde n'avait pas eu d'autre choix que d'adopter l'option nucléaire afin d'harmoniser ses intérêts sécuritaires avec l'environnement qui prévalait. En élaborant notre stratégie de dissuasion nucléaire, a précisé le représentant, nous avons cependant fait preuve de retenue et avons adopté une politique de non-recours à l'arme nucléaire en premier. Nous nous sommes engagés également à ne pas faire usage de l'arme nucléaire contre des Etats qui n'en sont pas dotés, sauf en cas d'une attaque aux armes de destruction massive. L'Inde reste fidèle à ses engagements sur la base de la conviction profonde que la baisse progressive des niveaux d'armement dans le monde, le contrôle des armements et la non-prolifération nous permettront de jouir d'un niveau de sécurité non diminué pour tous. En même temps, nous reconnaissons que les nouveaux défis qui se posent et leurs manifestations exigent que nous fassions preuve d'imagination.

Face au danger accru que des armes de destruction massive ne tombent entre les mains de terroristes, l'Inde avait parrainé un projet de résolution qui avait été adopté sans vote par l'Assemblée générale. Cette année encore, nous présenterons encore un projet de texte mis à jour appelant à l'élaboration d'une convention interdisant le recours à l'arme nucléaire en toutes circonstances. Aussi longtemps que les armes nucléaires existeront, les Etats nucléaires devront prendre des mesures pour éviter leur utilisation accidentelle. Ainsi, notre résolution sur le « danger nucléaire » sera présentée cette année encore. Nous estimons que le processus multilatéral, des mesures de vérification, qui sont elles-mêmes propices à l'édification de la confiance entre Etats, constituent des étapes tangibles permettant d'éliminer le danger nucléaire.

Le représentant a par ailleurs expliqué qu'en refusant l'accès des Etats responsables aux dernières technologies, on ne faisait qu'encourager la

prolifération. Il s'agit d'une question urgente dans le cadre de notre débat sur la mise en œuvre de système de contrôle des exportations de technologies et matériaux sensibles à usage double sans que l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire soit affectée. Il nous est cependant nécessaire d'exercer un contrôle sur les progrès technologiques et c'est la raison pour laquelle nous présenterons cette année encore un projet de résolution sur «le rôle de la science et de la technologie».

Le représentant a insisté sur le fait que son gouvernement est disposé à reprendre des négociations au sein de la Conférence du désarmement en précisant que de telles négociations devraient porter sur un traité d'interdiction des matières fissiles. L'Inde est également disposée à déployer des efforts pour prévenir la militarisation de l'espace.

M. ARYE MEKEL (Israël) a souligné que l'année écoulée avait connu des développements prometteurs et porteurs d'espoirs en faveur de la sécurité, de la paix et de la stabilité internationales. Au même moment, la communauté internationale a aussi été confrontée à une menace particulièrement grave à la sécurité, a-t-il ajouté, soulignant que le danger posé par Saddam Hussein aux peuples de sa région et à la sécurité internationale avait toutefois été réduit. Aujourd'hui, la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi que la violation par certains Etats de leurs obligations internationales, sont des problèmes largement reconnus par les gouvernements et les peuples, et ne sont plus des questions uniquement discutées par les services de renseignements ou les cercles politiques, s'est félicité le représentant d'Israël.

Face à l'attention portée par la communauté internationale aux «Etats voyous» et aux organisations terroristes, Israël nourrit l'espoir que la communauté internationale se penchera sur des actions concrètes en vue de lutter contre cette menace à la paix et la sécurité qui s'exprime dans la région du Moyen-orient, a ajouté son représentant.

La prolifération continue d'armes de destruction massive et le non-respect des obligations des Etats nuisent grandement à la crédibilité du désarmement, a-t-il estimé. Pour Israël, il est temps d'admettre que tous les Etats n'ont pas des intentions nobles lorsqu'ils souscrivent aux traités de désarmement et peuvent utiliser ces instruments pour obtenir des technologies dans un but militaire. Israël déploie des efforts pour promouvoir la paix à travers la maîtrise des armements, a souligné son représentant. A ce titre, il a rappelé que son pays a assuré la présidence tournante du Comité sur le désarmement et a dirigé les travaux en vue de la tenue d'une 4^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous souhaitons continuer à nous impliquer au niveau international dans le domaine du désarmement, a affirmé M. Mekel. Cependant, la réalité que vit Israël au Moyen-Orient est pénible, a-t-il ajouté, en raison d'ennemis qui terrorisent et essaient de nuire à la population israélienne, ainsi que de voisins qui n'ont jamais caché leur ambition de se doter de capacités d'armes de destruction massive. Dans ce cas de figure, les options de transparence et de désarmement unilatéraux ne peuvent mener à la paix et à la sécurité, a estimé son

représentant. En vue de parvenir à la maîtrise des armements au Moyen-Orient, tous les peuples de la région doivent accepter l'existence de l'Etat d'Israël et cesser de porter atteinte à son existence, a-t-il expliqué.

Israël appuie les efforts déployés pour exercer un meilleur contrôle des exportations de technologies et matériaux sensibles. Il a également l'intention d'élargir sa collaboration en vue de lutter contre le trafic des armes légères et des matières non conventionnelles. Il faudrait toutefois en même temps que les Etats renforcent leurs moyens de contrôle aux frontières.

M. Mekel a souhaité que la Commission tienne compte davantage de la véritable menace posée à la sécurité et à l'humanité, en faisant preuve de plus de sagesse dans la manière dont les travaux sont menés.

M. ANOUAR BEN YOUSSEF (Tunisie) a estimé que dans le contexte actuel, la communauté internationale était davantage consciente de la nécessité de renforcer le rôle du droit international et le respect par les Etats des accords de désarmement et de non-prolifération. La Tunisie a toujours estimé que la course aux armements se fait au dépend des besoins les plus élémentaires des populations civiles et de leur développement. Il est donc prioritaire de réorienter les ressources consacrées à des fins militaires vers des programmes de développement. Dans ce cadre, le représentant a tenu à rappeler les engagements pris par les Etats nucléaires en 2000 lors de la Conférence de révision du TNP d'éliminer leurs arsenaux.

Les difficultés persistent et entravent le processus de désarmement, a regretté le représentant. Le CTBT n'est toujours pas entré en vigueur tandis que le protocole de vérification de la Convention sur les armes biologiques n'a pas été adopté. De même, la Conférence du désarmement continue d'éprouver des difficultés à s'entendre sur son programme de travail depuis plusieurs années. Devant cette situation alarmante, les Etats non nucléaires sont en droit de demander à bénéficier de garanties efficaces contre l'utilisation ou la menace d'avoir recours à l'arme nucléaire.

Le représentant a fait état de la contribution importante qu'apportent les zones exemptes d'armes nucléaires à la promotion de la non-prolifération nucléaire tant à l'échelle régionale qu'internationale. Le Moyen-Orient reste l'une des zones les plus tendues au monde en raison du refus d'Israël de placer ses installations sous le régime de garanties de l'AIEA. Cette situation a mené à la militarisation à outrance d'Israël qui est également détenteur d'autres armes de destruction massive. Nous demandons à la communauté internationale de prendre des mesures crédibles pour obliger Israël à respecter ses obligations internationales.

S'agissant des armes classiques, le représentant a expliqué que son pays avait achevé le 4 septembre dernier la destruction de stocks de mines antipersonnel, et ce avant la date du 10 janvier 2004 fixée par la Convention d'Ottawa.

M. AHMAD ALHARIRI (République arabe syrienne) a rappelé que, jusqu'ici, dans leurs déclarations, les Etats Membres avaient insisté sur l'importance de promouvoir le rôle des Nations Unies, le multilatéralisme, l'action collective et les accords internationaux en vue de parvenir au désarmement global. Or, cet objectif, adopté par consensus dans le document final de la première session spéciale de l'Assemblée générale de 1978, connaît des retards en raison d'un manque de volonté politique de la communauté internationale, a-t-il ajouté. Aujourd'hui, le système de deux poids deux mesures occupe le devant de la scène et il existe une certaine pression sur les Etats afin de les amener à se doter de certaines armes pour assurer leur sécurité.

Réaffirmant son soutien à l'objectif de désarmement global, le représentant de la République arabe syrienne a invité les Etats Membres à adopter une approche plus appropriée face à la situation internationale, et à réaliser cet objectif grâce à un contrôle international total.

Le Moyen-Orient est l'une des zones les plus instables du monde car Israël possède des armes de destruction massive et persiste dans la poursuite de sa «politique expansionniste agressive» à l'égard des Etats arabes, a déclaré le représentant syrien. Etat non doté d'armes nucléaires, partie au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), la Syrie a souscrit au régime de contrôle international. Tous les Etats de la région ont adhéré au TNP, excepté Israël, qui refuse de le faire, entravant de la sorte la création d'une zone démilitarisée au Moyen Orient. «Ceux qui accusent d'autres d'acquiescer de telles armes sont précisément ceux qui font obstacle à cette initiative», a-t-il ajouté.

M. TAREQ ALBANAI (Koweït) a regretté que l'on ait recours à la politique des deux poids deux mesures lorsqu'il s'agit de traiter de la plus grande menace que connaît la planète, à savoir le menace nucléaire. Il a précisé que son pays a ratifié tous les instruments pertinents et honore ses obligations. Convaincu de la nécessité de mettre en œuvre la sûreté nucléaire, le Koweït a signé le protocole additionnel de l'AIEA et encourage les autres pays à en faire de même. Israël, a ajouté le représentant, est le seul Etat de la région du Moyen-Orient à n'avoir pas adhéré au TNP alors qu'il possède des armes nucléaires et des installations. Ce pays nuit à l'équilibre de la région et porte atteinte à la paix et à la sécurité régionales. La menace iraquienne n'existe plus mais malgré cela, Israël fait toujours obstacle à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Nous appelons tous les Etats à cesser leurs exportations de matériel et technologies sensibles vers Israël. Le représentant a par ailleurs plaidé en faveur du lancement de négociations sur un traité d'interdiction des matières fissiles. Le seul moyen de s'assurer que les armes nucléaires ne sont pas utilisées est de les détruire. Le représentant a indiqué que son pays participera à la Conférence de Madrid en avril prochain afin d'aider les Iraquiens à tourner la page et à jouir de la paix et de la stabilité.

M. ABDULLAH AL-AIFANKSHI (Arabie saoudite) s'est déclaré préoccupé par le peu de progrès réalisés au sein des mécanismes de

désarmement. Toutefois, a-t-il ajouté, cette situation devrait encourager la communauté internationale à redoubler d'efforts pour surmonter les obstacles qui se dressent sur la voie du désarmement global. A cet effet, le représentant saoudien a souhaité que toutes les dispositions de la Charte des Nations Unies soient respectées. Ces efforts s'inscrivent dans la prise de conscience qu'a l'humanité de ne pouvoir vivre dans la paix et la sécurité sans désarmement véritable, a-t-il ajouté.

Partie au TNP et l'un des premiers Etats à avoir signé la Convention sur les armes chimiques, l'Arabie saoudite s'est détournée de ce type d'armes et des engins nucléaires; en outre; elle n'a permis à aucune tierce partie de développer ce type d'armes sur son territoire. D'autre part, au sein du groupe technique ad hoc mis en place par la Ligue arabe, son pays étudie la question de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite contribue également à la lutte contre les armes légères par la mise en place de législations et/ou d'infrastructures gouvernementales chargées de surveiller l'achat, l'exportation le trafic et le stockage de ces armes.

Le représentant a fait observer par ailleurs qu'Israël refuse d'adhérer au Traité de non-prolifération (TNP) et que son programme nucléaire n'est pas visé par les mécanismes de garanties générales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Appelant tous les Etats Membres qui ne l'auraient pas encore fait à adhérer au TNP, l'Arabie saoudite a également exhorté Israël à rejoindre les rangs des Etats parties au Traité et de soumettre ses activités nucléaires aux mécanismes de vérification internationaux, ce qui permettrait de parvenir à la création d'une zone exempte de ces armes, au Moyen-Orient.

M. ARMEN MARTIROSYAN (Arménie) a expliqué qu'en raison de sa situation géographique, l'Arménie doit faire face au problème du trafic d'armes et de leurs vecteurs. La sécurité nucléaire et la promotion de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques constituent la priorité de l'Albanie, qui est le premier Etat de la Communauté des Etats indépendants à avoir conclu un accord de garanties additionnel avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le représentant s'est félicité des développements intervenus récemment, comme la ratification par Cuba et le Timor-Leste du TNP, et la signature par les Etats-Unis et la Fédération de Russie du Traité de Moscou. La question de la non-prolifération des armes de destruction massive, a insisté le représentant, figure à l'agenda de ces deux pays sans que des dissensions majeures n'aient vu le jour. Il serait donc possible de parvenir à une coopération plus importante entre les deux pays dans les domaines économique et politique.

Le représentant a plaidé en faveur de la mise en place de régimes de contrôle des exportations des matériaux et technologies à double usage. L'Arménie dispose de deux projets de loi qui sont passés cette année en première lecture au Parlement et portent sur les exportations de technologies à double usage et sur leur transit à travers le territoire arménien.

S'agissant des armes classiques, le représentant a précisé que son pays avait établi un centre de déminage avec le soutien du Gouvernement américain comme signe de sa détermination à lutter contre ce fléau. Cependant, l'entière participation de l'Arménie à la Convention d'Ottawa dépend du niveau d'engagement politique des Etats voisins.

M. NICOLAS RIVAS (Colombie), qui s'est associé à la déclaration faite par le représentant du Pérou au nom des pays du Groupe de Rio, s'est déclaré grandement préoccupé par la question de la lutte contre le terrorisme, qui constitue la plus grande menace à la paix et à la sécurité internationales. Prévenir les risques que les armes de destruction massive ne tombent aux mains de terroristes devrait constituer une priorité des travaux de la Première Commission, a-t-il estimé. Dans ce contexte, la Colombie soutiendra, comme l'année dernière, la résolution présentée par l'Inde sur cette question. En outre, son représentant a appelé les Etats Membres à renforcer l'universalité des instruments du désarmement comme notamment la Convention sur les armes bactériologiques et le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Le Traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT) constitue également un pas important en faveur du désarmement nucléaire, et, à ce titre, la Colombie, signataire du texte depuis 1996, appelle les Etats à faire de même.

En matière de désarmement et de non prolifération, la Colombie a réaffirmé son soutien au processus de désarmement général, unique garantie à la paix et la sécurité internationales, a indiqué son représentant. La Colombie est dès lors particulièrement préoccupée par l'impasse dans laquelle est plongée la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale de négociation.

Deux points à l'ordre du jour de la Première Commission concernent également tout particulièrement la Colombie : la mise en œuvre de la Convention contre les mines antipersonnel et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, a expliqué son représentant. En ce qui concerne les mines, la Colombie a souhaité l'universalité de la Convention et une participation plus accrue de ceux qui produisent ce type d'armes. En matière de prolifération des armes classiques, la Colombie a affirmé son soutien à toute initiative visant à combattre ce fléau et a déclaré soutenir la résolution qui sera présentée par l'Afrique du Sud à ce sujet.

M. HASTINGS AMURANI-PHIRI (Malawi) a estimé que le désarmement général et complet ne pourra être atteint que par le biais de négociations transparentes, non discriminatoires et universelles. Il est donc décevant de constater l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement à Genève. Par contraste, nous notons que nous avons fait des progrès sur le front du désarmement chimique. Le Malawi a établi une Autorité nationale le 17 juillet 2003 à la suite de sa participation à divers forums consacrés à la question des armes chimiques. Nous avons élaboré un programme d'action que nous avons l'intention de mettre en œuvre dans les douze prochains mois. Il s'agira de mettre en place la législation pertinente, de diffuser des informations au sujet de la Convention contre les armes chimiques et de faire une évaluation des mesures nationales déjà prises par les Etats. Compte tenu de nos ressources

limitées, nous appelons l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et nos partenaires à nous fournir une aide financière. Le représentant a également soutenu les initiatives visant à éliminer les mines antipersonnel qui privent les pays africains de tant de ressources agraires. Il a souhaité par ailleurs que le rapport du Groupe d'experts sur le commerce illicite des armes légères mène à davantage de transparence en matière de transfert d'armes.

M. ALPHA OUMAR DIALLO (Guinée) a affirmé que le combat pour la paix était un pari qu'il était impératif de gagner dans un monde où les constats d'inquiétude sont légion. Pour changer cette situation et mettre l'humanité à l'abri des menaces grandissantes à son autodestruction, la communauté internationale doit raffermir son unité et promouvoir la coopération multilatérale, a-t-il estimé.

La limitation et la réduction des armes nucléaires constituent une préoccupation constante de la Guinée, qui a exhorté les Etats Membres à une ratification universelle du Traité sur la non prolifération (TNP), ainsi qu'à l'application sans faille du système de garanties intégrales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Tout en saluant les efforts entrepris par certains Etats en vue du démantèlement d'une partie de leur armement nucléaire, en veillant avec soin aux matières fissiles qui en sont extraites, la Guinée a appelé à davantage d'engagement des Etats en faveur du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT).

Face aux nombreuses pertes de vies humaines enregistrées lors des conflits qui ont secoué la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, la Guinée demeure grandement préoccupée par le problème crucial de la prolifération et du commerce des armes légères et de petit calibre. A ce titre, son représentant a estimé que la solution durable à ce fléau reposait sur le renforcement de la coopération et la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies. Les commissions nationales de lutte contre la prolifération de ce type d'armes sont les structures par l'intermédiaire desquelles doit s'instaurer et se développer une coopération, au travers de l'échange d'informations, a estimé le représentant de Guinée. Dans ce contexte, il a également salué la création, en juin 2002, d'un réseau des commissions nationales à Conakry. Toutefois, pour rendre ce réseau efficace, la Guinée a lancé un appel aux partenaires bilatéraux et multilatéraux afin qu'ils apportent leur soutien financier et technique à la réalisation des objectifs que se sont fixés ces commissions.

M. ALI AL-AYASHI (Yémen) a rappelé que son pays faisait partie des premiers signataires des Traités de contrôle des armements. Notre vision est conforme à celle de la Déclaration finale de la session spéciale de l'Assemblée générale de 1978 qui avait fait du désarmement nucléaire une priorité. Dans ce contexte, nous lançons un appel pour que la région du Moyen-Orient devienne une zone dénucléarisée. Malheureusement, Israël fait obstacle à une telle zone. Nous demandons à la communauté internationale d'exercer des pressions pour qu'Israël devienne partie au TNP et place ses installations sous le régime de contrôle de l'AIEA. S'agissant des armes classiques, il est nécessaire de disposer

d'un cadre permettant de contrôler les armes légères dont le trafic illicite aggrave les conflits existants, a ajouté le représentant. Nous voyons bien ce qui se passe en Palestine et dans les autres territoires palestiniens occupés. Dans ce cadre, il nous faut élargir la portée du Registre des Nations Unies sur les armes classiques. Fortement touché par le fléau des mines, le Yémen a été également l'un des premiers Etats à ratifier la Convention d'Ottawa. La communauté internationale ne doit ménager aucun effort pour mettre en œuvre la Charte des Nations Unies et respecter les engagements auxquels elle a souscrit.

M. JUAN RAMON GONZALEZ (République dominicaine) s'est joint à la déclaration du Pérou (au nom du groupe de Rio) et a déclaré que son pays s'impliquait pleinement dans le processus de désarmement, notamment dans le cadre des travaux en vue de la mise en œuvre du processus d'Ottawa contre les mines antipersonnel. Pour lutter contre ces armes inhumaines, le représentant de la République dominicaine a exhorté les pays producteurs non seulement à mettre un terme à leur prolifération, mais également à faire en sorte qu'on puisse les localiser et les neutraliser.

Dans un grand nombre de pays, dont la République dominicaine, posséder une arme à feu constitue une garantie de sécurité et un symbole de pouvoir. Tandis que le nombre de civils possédant des armes légères augmente, le trafic de ces armes au sein de notre pays suit la même courbe ascendante, a-t-il souligné. Conscient de cette réalité, le Gouvernement de la République dominicaine a renforcé ses forces de police et mis en place un programme visant à localiser les armes dans le cadre d'une campagne baptisée «Une ville sûre». Grâce à ces mesures, il a été possible de récupérer plus de 400.000 armes à feu. En outre, le renforcement du contrôle des armureries et l'investissement de plus de 4 millions de pesos en vue d'informatiser la banque de données sur les personnes disposant d'un port d'armes sont venus compléter le programme de lutte contre ce type d'armes.

Pour ce qui est des armes de destruction massive, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes souhaiteraient un renforcement du régime de prohibition des armes nucléaires dans la région, dans le cadre du Traité de Tlatelolco. Il s'agit en l'occasion du premier du genre instaurant dans la région une zone exempte d'armes nucléaires. En outre, le représentant dominicain a exhorté les Etats à une adhésion universelle au TNP. Il s'est également déclaré préoccupé par le transport de matières nucléaires, appelant les Etats à respecter les dispositions en la matière afin de préserver la qualité des eaux de sa région, principal attrait touristique, secteur sur lequel est basé l'économie de son pays.

M. ALOUNKEO KITTIKHOUN (République populaire démocratique lao) a fait part de sa conviction selon laquelle l'élimination totale des armes de destruction massive est la seule garantie efficace contre l'emploi ou la menace du recours à ce type d'armes. Dans ce cadre, il a dit soutenir la déclaration faite par la Coalition pour un nouvel agenda qui a appelé à l'élimination totale des armes nucléaires. Il a également fait part de son soutien à la conclusion d'un traité interdisant la militarisation de l'espace.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires constitue la pierre angulaire pour l'élimination totale de ces armes et l'accession récente de Cuba, de l'Afghanistan et du Timor-Leste est encourageante, a-t-il estimé. Il est essentiel que les Etats parties au Traité et qui disposent de la capacité nucléaire honorent leurs obligations. Il est également indispensable qu'ils fournissent des garanties de sécurité aux Etats qui n'en sont pas dotés. La communauté internationale doit de toute urgence organiser une Conférence des Nations Unies sur le désarmement dont le mandat principal serait de négocier une convention sur le désarmement nucléaire.

Le représentant a par ailleurs appelé les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier le CTBT. S'agissant des armes biologiques, il a appelé à la ratification d'un protocole de vérification à la convention de lutte contre ce type d'armes. Il a reconnu la contribution importante des zones exemptes d'armes nucléaires en précisant que son pays avait été actif dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour promouvoir l'efficacité du Traité de Bangkok établissant une telle zone dans la région. Cependant, nous sommes encore insatisfaits du niveau de coopération relatif à ce Traité dans la mesure où le protocole qui y est annexé dépend de la ratification des Etats nucléaires. Nous souhaitons que l'intention annoncée de la Chine de ratifier le protocole serve d'exemple aux autres Etats concernés.

Inquiet du climat de confrontation actuelle, M. KATA CHITAIA (Géorgie) a estimé qu'il fallait agir en redoublant d'efforts collectifs, surtout depuis les attentats du 11 septembre qui semblent avoir favorisé l'établissement de liens entre le terrorisme et les régimes instables ou «voyous».

Les Nations Unies et le Conseil de sécurité devraient faire preuve de détermination et de courage dans leur réaction face au non respect des engagements internationaux, a-t-il estimé. Le représentant a plaidé pour l'universalité des instruments internationaux comme le TNP et le renforcement des régimes d'inspection et systèmes de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), y compris ses protocoles additionnels. Pour faire face aux défis actuels, il est également indispensable d'améliorer la transparence des mécanismes de vérification et leur respect au niveau international, a-t-il ajouté.

En matière de lutte contre le terrorisme, le représentant de Géorgie s'est félicité des progrès réalisés par son pays dans la finalisation des opérations anticriminelles et antiterroristes dans les Gorges de Pankisi. Toutefois, le commerce illicite des armes légères et de petit calibre se poursuit dans d'autres pays du monde, a-t-il regretté, espérant que le Programme d'action des Nations Unies demeure sur sa lancée et que les Etats tiennent compte des recommandations du groupe d'experts.

Soulignant le lien entre la paix, la sécurité et le désarmement, le représentant de la Géorgie a déploré le peu de progrès enregistrés dans le processus de paix dans la région d'Abkhazie, malgré les efforts inlassables des Nations Unies. Le territoire est devenu une enclave où persiste le trafic des

armes, des mines antipersonnel et des munitions, a-t-il regretté, et cela en raison des opérations illégales d'une base militaire russe que la Fédération de Russie refuse de démanteler au titre de ses engagements sur les forces armées en Europe, a-t-il déclaré.

M. LUC JOSEPH OKIO (République du Congo) a appelé la communauté internationale à œuvrer à l'universalité des traités existants. Il a appelé les puissances nucléaires à assumer les responsabilités que leur confère leur statut. Pour le Congo, la tenue de la première réunion bisannuelle sur la mise en œuvre du Programme d'action sur les armes légères est un progrès important. Nous suivons avec intérêt le processus d'élaboration d'un instrument de traçage de telles armes. Nul n'ignore qu'en Afrique les armes qui causent chaque année des milliers de morts ne sont ni biologiques, ni nucléaires. Elles sont tout simplement légères et de petit calibre. Le représentant a rendu hommage au rôle joué en Afrique par le Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale. Grâce à son appui, nous avons été en mesure de mettre en place des pactes de non-agression, d'adopter des textes en vue de la mise en place d'une force multinationale en Afrique centrale et de créer un mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale. Le Congo, qui a ratifié la Convention d'Ottawa, a par ailleurs animé les 7 et 8 mai derniers des ateliers de formation auxquels ont participé des délégués de la République démocratique du Congo. Nous avons également éliminé un stock de 5 136 mines avec l'aide du Canada et des Nations Unies.

Droit de réponse

Le représentant de la République populaire démocratique de Corée a clarifié la position de son pays en ce qui concerne la question de son désarmement, après les déclarations faites notamment par les Etats-Unis et la Corée du Sud. Il a souligné que la situation actuelle était la conséquence d'une politique hostile des Etats-Unis à l'égard de la RPDC. Le représentant a fait observer que les Etats-Unis demandent à la RPDC d'arrêter son programme nucléaire, alors qu'ils ignorent délibérément les problèmes. Puisque les Etats-Unis menacent la RPDC et en font une cible potentielle de frappes préventives, nous nous trouvons dans l'obligation de nous doter d'une force de dissuasion, a-t-il dit.

* *** *